

La nécessité d'une prospérité partagée

Akiko Suwa-Eisenmann

Cercle des Economistes

La nature du commerce international a changé. Au XXe siècle, on échangeait des biens contre des biens, du vin contre du drap comme du temps de Ricardo, soit des produits finis. Désormais, au XXIe siècle, on assiste à l'émergence d'un échange de bouts de produits : le processus de production est fragmenté entre plusieurs pays qui se partagent les tâches à accomplir. L'exemple de l'iPhone est emblématique, mais c'est aussi le cas des tee-shirts ou des voitures. On échange des tâches, et non plus des produits tout faits.

Ce changement de la nature du commerce international a plusieurs implications. Premièrement, en termes de politique commerciale, on ne peut plus avoir une vision « morale » de la balance commerciale, selon laquelle les exportations seraient « bonnes » et les importations « mauvaises ». En effet, avec la fragmentation internationale de la production, il faut importer pour exporter. Deuxièmement, le changement de nature du commerce international modifie la manière dont les pays du Sud peuvent se développer. Avant, il leur fallait arriver à exporter un produit fini, c'est-à-dire, monter de A jusqu'à Z une chaîne de production, de la denrée brute jusqu'au produit emballé. Des droits de douanes élevés (ou des règles de contenu local) protégeaient cette industrie naissante de la concurrence des importations.

Le cadre d'analyse qui représente ce phénomène est le modèle dual d'A. Lewis. La croissance est tirée par le changement structurel, le passage d'un secteur traditionnel (l'agriculture) à un secteur moderne (l'industrie). En passant de l'un à l'autre, la main d'œuvre trouve à s'employer avec une productivité (et un salaire) plus élevés. A la fin, toute la main-d'œuvre se retrouve entièrement dans l'industrie. C'est ce qui s'est passé en Angleterre pendant la Révolution Industrielle, et en Corée du Sud dans les années 70s.

Maintenant, avec la fragmentation internationale de la production, il « suffit » aux pays en développement d'attirer un bout de la chaîne internationale de valeur. Cela ne crée pas forcément beaucoup d'emplois dans le reste de l'économie. La majeure partie de la main d'œuvre va rester dans le secteur « traditionnel » ou plus précisément, dans l'agriculture ou dans le secteur informel. En outre, ceux qui sont plongés dans la chaîne de valeur internationale sont en concurrence directe avec leurs équivalents dans le monde entier. Pour garder la chaîne de valeur chez eux, il faut donc qu'ils soient très compétitifs (avec un salaire très bas, c'est le cas des ouvrières textile) ou irremplaçables en raison d'un savoir spécifique (les managers). Dans ce cas, les ouvrières auront comme point de référence, le salaire le plus bas au niveau mondial ; et les managers, même d'un pays du Sud, auront comme point de référence, le salaire américain.

Surtout, la ligne de fracture dans l'économie du pays en développement ne va pas séparer un secteur contre un autre, l'agriculture contre l'industrie. Au contraire, avec la fragmentation internationale de la production, la séparation va passer à l'intérieur d'un secteur. Par exemple, dans l'industrie, on distinguera les entreprises très productives, sous-traitantes de multinationales, plongées dans la chaîne de valeur internationale, bénéficiant des carnets de commande, de la technologie, des inputs et des machines de la maison mère ; et les entreprises locales peu productives, travaillant pour le marché intérieur et concurrencées par les importations.

Un cas à part d'internationalisation est celui des pays africains miniers ou pétroliers. En raison du boom du prix des matières premières et des découvertes récentes de ressources pétrolifères ou minières, ils se retrouvent à la tête d'un pactole. Cependant, le secteur minier ou pétrolier ne crée

pas directement beaucoup d'emplois. Il peut susciter le développement de services ancillaires, mais là aussi, en nombre insuffisant au regard de la croissance démographique.

Quelles interventions peut-on envisager face à ces changements structurels ?

1. Placer le pays en situation d'attirer un bout de la chaîne de valeur internationale : non plus par des politiques commerciales proprement dites (d'accès au marché) mais en réduisant les barrières aux investissements étrangers : respect de la propriété intellectuelle, qualité du système juridique, lutte contre la corruption.

2. Améliorer la situation de ceux qui vont rester pour longtemps encore dans le secteur traditionnel : par des politiques de redistribution, de protection sociale (assurance du risque de santé ou de perte des récoltes), de facilitation d'accès au crédit (micro crédit, banque de développement rural).

3. Créer les conditions d'une réduction du dualisme au sein de chaque secteur, par des politiques de long terme de formation et des investissements en infrastructure (routes, connexion énergétique et de télécommunications).

Références

Dani Rodrik (2013). *Structural change, fundamentals and growth : an overview*, Mimeo

Richard Baldwin (2012). *Trade and industrialization after globalization's second unbundling : how building and joining a supply chain are different and why it matters*, Mimeo.

The World Bank (2014), "Risk and Opportunity: managing risk for development," World Development Report.